



PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Préfecture
Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Utilité Publique

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays-de-la-Loire
Unité Territoriale du Mans

Arrêté n° DIRCOL 2015-0250 du **10 DEC. 2015**

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Société DIRECT DISTRIBUTION
Centre E.LECLERC – route de Bonnétable au MANS
Station-service
Mise en demeure

La Préfète de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'article 15 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes ;

Vu les articles 2.2.4, 2.2.10 et 2.6.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°01.1966 délivré le 14 mai 2001 à la société DIRECT DISTRIBUTION pour l'exploitation d'une station-service sur le territoire de la commune du MANS.

Vu l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°01.1966 du 14 mai 2001 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 octobre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 17 septembre 2015, l'inspecteur de l'environnement spécialité « installations classées » a constaté :

- ***le non respect des prescriptions de l'article 2.2.10 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié : absence d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation lorsque le dispositif de coupure générale est activé,***
- ***l'absence de documents attestant le respect des prescriptions des articles 2.2.4, 2.6.3.2 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié : absence du registre d'entretien du système de récupération de vapeurs et du rapport de contrôle et de test de fonctionnement du dispositif de coupure générale,***
- ***l'absence de documents attestant le respect des prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 modifié : absence du rapport de contrôles et tests sur les systèmes d'alarmes de détection de fuite par un organisme agréé et du suivi formalisé annuel réalisé par l'exploitant,***
- ***l'absence de documents attestant le respect des prescriptions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2001 : absence du rapport de contrôles des installations électriques par un organisme agréé.***

Considérant que ces écarts constituent des manquements aux dispositions des articles des *arrêtés* ministériels et préfectoral susvisés ;

Considérant en conséquence, que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DIRECT DISTRIBUTION de respecter les prescriptions des dispositions des articles des arrêtés ministériels et préfectoral susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, le projet d'arrêté de mise en demeure a été transmis par courrier du 14 octobre 2015 à la société DIRECT DISTRIBUTION qui n'a pas émis d'observation à ce sujet dans le délai imparti ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe

ARRÊTE

Article 1 - La société DIRECT DISTRIBUTION domiciliée Centre E. Leclerc, route de Bonnétable au MANS, exploitant une station-service se situant à la même adresse est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.2.10, 2.2.4, et 2.6.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié, de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 modifié, et de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 2001, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à savoir :

- en mettant en place, un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation, lorsque le dispositif de coupure général est activé,
- en réalisant les contrôles et des tests de bon fonctionnement des systèmes d'alarme de détection de fuite par un organisme agréé,
- en réalisant le contrôle et l'entretien du système de récupération des vapeurs par un organisme agréé,
- en réalisant les contrôles et les tests de fonctionnement du dispositif de coupure générale par un organisme agréé,
- en réalisant les contrôles des installations électriques par un organisme agréé.

Article 2 - L'exploitant adresse au préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement (ci-annexé).

Article 4 - Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté (article R.514-3-1 du code de l'environnement).

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire du MANS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement - spécialité « installations classées », et le directeur départemental de la sécurité publique de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DIRECT DISTRIBUTION par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis en mains propres par les soins du maire.

La Préfète
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Thierry BARON

Annexe

Article L.171-8 du code de l'environnement

I - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II - Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai imparti l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

